Henri Sterdyniak : « La planification écologique et sociale doit remplacer le néolibéralisme » 1er juillet 2020

alternatives-economiques.fr//henri-sterdyniak-planification-ecologique-sociale-remplacer/00093308

Rencontre entre le chef de l'Etat et les 150 citoyens de la Convention citoyenne pour le climat, le 29 juin à l'Elysée. Les proositions des citoyens sont une une rupture, mais qui ne va pas assez loin, estime l'économiste Henri Sterdyniak.Stephane Lemouton/POOL/REA

?

Henri Sterdyniak Conseiller scientifique à l'OFCE

Henri Sterdyniak est membre du collectif des Economistes atterrés et chercheur affilié à l'OFCE. Partisan de l'école de la régulation, il a récemment publié une note intitulée : « Après le coronavirus, quelques réflexions », dans laquelle il définit et analyse trois voies possibles de sortie de la crise économique, sociale et environnementale.

Après ce confinement, il reste à tracer une voie de sortie de la crise économique et environnementale. Or, on a l'impression d'une grande confusion dans les choix gouvernementaux. Chaque proposition de la Convention citoyenne pour le climat semble donner lieu à de grandes tergiversations. Mais, au fond, quelles sont les grandes voies structurelles possibles ?

Nous sommes devant un choix de fond entre deux stratégies. La première serait de reprendre le projet initial d'Emmanuel Macron : rattraper le retard de la France sur les pays libéraux ; rendre les entreprises françaises de plus en plus innovantes et compétitives ; réduire les réglementations et le droit du travail ; baisser les cotisations sociales et les impôts sur les entreprises. Cela supposerait de réduire les dépenses publiques, en particulier les dépenses sociales, en arguant des dettes nées de la crise sanitaire.

Dans cette optique que je nomme « l'exacerbation libérale », la crise du Covid serait utilisée comme une nouvelle justification de ce choc libéral. Les contraintes écologiques seraient oubliées, comme les promesses aux « premiers de corvée ». Ce serait : « La croissance d'abord » ou « On en a déjà trop fait pour l'écologie ».

> Le problème du gouvernement, c'est d'être au milieu de l'alternative écologique, ce qui n'est pas facile !

La seconde stratégie, consiste à prendre au sérieux le « tournant écologique », ce qui implique de mettre en œuvre un certain nombre de règles écologiques, de contraintes sur les entreprises et les ménages, de relancer la fiscalité écologique, notamment la taxe carbone, en la compensant pour les classes populaires, et de contrôler strictement les innovations, car celles-ci ne sont utiles que si elles ont un impact favorable sur l'environnement et la cohésion sociale.

L'objectif consisterait à concilier le mieux possible le bien-être de la population et les contraintes écologiques. Cela demanderait un contrôle rigoureux au niveau de la production, qui pourrait passer par l'adoption d'une autorisation de mise sur le marché, comme pour les produits pharmaceutiques : un produit ne doit pouvoir être introduit que s'il apporte un plus au niveau du bien-être, s'il est durable, s'il est moins polluant. Le problème du gouvernement, c'est d'être au milieu de l'alternative, ce qui n'est pas facile ! C'est ce qui produit les débats actuels au sein des classes dirigeantes du pays qui n'ont pas de plan cohérent de sortie de crise.

Dans cette grille d'analyse, entre « l'exacerbation libérale » et le « grand tournant écologique », où situez-vous les 149 propositions de la convention citoyenne sur le climat ?

C'est une rupture, mais qui ne va pas assez loin, qui ne tire pas toutes les conséquences de ses analyses, à qui je décerne quand même la note de 15 sur 20 (rire). Par exemple, la Convention propose d'établir une taxe carbone aux frontières, mais sans évoquer clairement une taxe carbone interne, qui en est la condition préalable.

> La Convention propose d'établir une taxe carbone aux frontières, mais sans évoquer clairement une taxe carbone interne, qui en est la condition préalable

La Convention souhaite mettre des contraintes sur le comportement des ménages mais sans contrôler véritablement les choix de production. Donc, son rapport comporte une accumulation de mesures utiles, mais ne va pas au fond des choses, car il ne met pas en

cause le fait que la production et la consommation sont déterminées par les entreprises en fonction des intérêts de leurs dirigeants et de leurs actionnaires et non pas en fonction de choix sociaux. Tant que les grandes entreprises dépendront de leurs actionnaires, et donc des marchés financiers, avec des objectifs de croissance et de rentabilité, il y aura quelque chose de faussé dans les choix fondamentaux de l'économie. Il faut remettre en cause la manière dont sont prises les décisions dans les grandes entreprises ; celles-ci doivent être socialement construites.

« Socialement construites », cela n'a rien d'évident pour le public. Concrètement, comment faire en sorte que les décisions échappent au pouvoir des directions, des actionnaires, voire aux lois du marché ?

Il faut une planification écologique et sociale qui détermine, branche par branche, les grands choix stratégiques à l'intérieur desquels les entreprises doivent s'inscrire, avec le soutien de l'État et d'un secteur financier public. Par exemple, choisir de maintenir un secteur agricole en France de produits de qualité suppose des prix minima rémunérateurs pour les produits agricoles : lait, viande, fruits.

Dans l'industrie, on peut décider de ne plus construire de SUV trop lourds et gloutons, de voitures trop rapides. Une politique de crédit orientée vers la transition écologique doit pénaliser fortement les crédits accordés à des sociétés qui produisent ou consomment de l'énergie carbonée. Les entreprises doivent établir des plans d'investissement tenant compte de la hausse programmée du prix de l'énergie.

> Une planification démocratique et sociale signifie que ce sont des choix sociaux collectifs qui orientent la production, et non l'inverse

Un vaste programme de rénovation thermique des logements exige qu'on aide non seulement les ménages à financer les travaux mais aussi les entreprises à former leurs personnels. Une planification démocratique et sociale signifie que ce sont des choix sociaux collectifs qui orientent la production, et non l'inverse. Cela implique la présence dans les conseils d'administration de personnes qui représentent ces choix sociaux.

Ces personnes qui sont-elles ? Jusqu'en 2006, le Commissariat général au Plan, rassemblant des économistes, mais aussi les partenaires sociaux, construisait des plans quinquennaux dont le général De Gaulle précisait : « *Le plan n'est pas une coercition. Il est une orientation* » …

C'est là qu'on voit la différence entre un programme social-écologique et un programme de rupture. Dans le premier cas, ce sont les hauts fonctionnaires, qui prennent place dans les instances de décision des grandes entreprises celles qui ont un impact global sur l'économie. Ces représentants de l'État seraient chargés d'exprimer les choix sociaux. C'est un compromis possible, le compromis social-écologique.

Mais ne plus développer de nouveaux besoins artificiels, se donner l'objectif de satisfaire les besoins de base pour l'ensemble de la population, en limitant les dégâts écologiques et même en les réparant, demande un tournant profond dans la manière de

gérer l'évolution économique. La planification écologique et sociale doit remplacer le néolibéralisme. La croissance ne doit plus être l'objectif de beaucoup d'entreprises.

Dans une stratégie de rupture, on remet en cause les corps comme l'Inspection des finances ou la Cour des comptes, dont les membres sont formés pour la plupart à Sciences-Po et à l'ENA, et qui ne représentent pas les choix sociaux, mais les classes dirigeantes, l'oligarchie financière. Le mode de recrutement doit être totalement revu. Le ministère de l'Industrie doit être irrigué par des personnes issues du syndicalisme, des organisations de masse, des mouvements sociaux, qui veillent à l'application du tournant écologique et social du pays. Pour cela, il faut aussi une rupture démocratique avec les institutions actuelles.

Pour réussir la transition écologique, il faudrait donc remettre en cause les pouvoirs dans l'économie. Cela ressemble au retour à l'économie mixte des années 70, ou au programme de la gauche de nationalisations démocratiques de la même époque…

Bien sûr. Si on ne veut pas revenir *in fine* au premier terme de l'alternative, la sortie néolibérale, celle de l'insertion de la France dans la concurrence mondiale avec tous les abandons environnementaux, et les dégâts sociaux que cela entraîne, si l'on ne veut pas que la transition écologique frappe les plus pauvres et épargne les plus riches, il faut remettre en cause la manière dont les choix se font dans les entreprises.

Il existe certes une solution intermédiaire, qui consiste à prendre en compte les contraintes écologiques, mais de manière compatible avec le capitalisme, c'est-à-dire ne rien changer dans le fonctionnement de l'économie, mais uniquement augmenter le prix des émissions des gaz à effet de serre. C'est la position de Jean Tirole et de Christian Gollier pour qui il suffit d'augmenter les prix, et la transition écologique se fera par le jeu des marchés.

> Il ne faut pas être démagogue. Il faudra certes augmenter le niveau de vie des pauvres, mais surtout baisser celui des riches

Mais une telle transition pèserait sur les plus pauvres, premières victimes des hausses de prix directes et indirectes. Elles ne mettraient pas en place les investissements publics et privés, qui permettront la transition. De même, je ne crois pas que l'on puisse laisser perdurer les inégalités de statuts et de salaires dans les entreprises, ni la domination de la finance sur les entreprises et corriger cela *ex post* par la hausse de la fiscalité sur les riches. Il faut mettre les mains dans le cambouis, dans les choix des entreprises.

Il ne faut pas être démagogue. Il faudra certes augmenter le niveau de vie des pauvres, mais surtout baisser celui des riches. L'objectif d'une société égalitaire et sobre l'impose. La transition écologique se traduira par des pertes de pouvoir d'achat, par des changements de mode de vie des classes moyennes et supérieures. C'est la difficulté de l'exercice : réaliser une transition écologique et sociale sachant qu'elle sera perçue

comme une perte de liberté pour une grande partie de la population. L'alternative est celle d'un monde inégalitaire et déstructuré où une étroite minorité jouirait d'un niveau de vie satisfaisant tandis que la masse subirait les contraintes écologiques.

Mais quelle est la faisabilité politique, démocratique d'un tel programme qui réduirait des libertés auxquelles nous sommes habitués. Et qui frapperait les classes moyennes et supérieures, ce qui représente une part conséquente de la population ?

Pour l'heure, il n'y a pas d'alliance politique possible autour d'un tel programme. Mais comme le programme néolibéral est en panne, le débat est, à mon avis plus ouvert, qu'on ne pense.

Premièrement les classes dirigeantes n'ont pas encore choisi la voie qu'elles veulent prendre. Les deux extrêmes sont très difficiles à gérer pour elles. Ignorer la contrainte écologique est devenu impossible, comme il est difficile de balayer les tensions sociales que les gilets jaunes, puis la crise sanitaire ont révélées. Faisons un rêve : que la France et l'Europe décident de devenir le moteur de la transition écologique et sociale. De la même manière que Jacques Chirac président de la République voulait que la France et l'Europe vendent leur modèle de protection sociale au monde, on peut imaginer que la France et l'Europe veuillent vendre leur modèle de transition écologique et social au monde.

> Faisons un rêve : que la France et l'Europe décident de devenir le moteur de la transition écologique et sociale

Ensuite, la Convention a ouvert des pistes, mais il reste des contradictions qu'il faut pousser jusqu'au bout, et montrer que les transformations indispensables sont plus profondes qu'annoncées. Il faut développer le combat idéologique pour modifier les perceptions et les objectifs des citoyens. Avec les crises climatiques, sanitaires, financières à répétition que nous allons vivre, il n'est pas complètement impossible de convaincre l'opinion que les choix des entreprises peuvent être faits autrement, que les gaspillages, les revenus exorbitants, les inégalités sont insupportables, voire criminels. Après la crise de 2008, plus personne, même Alain Minc, ne défendait le capitalisme financier. Il faut renverser la hiérarchie des valeurs. C'est ce combat qu'il faut mener.

Propos recueillis par Hervé Nathan